



SUDINFO

BULLETIN MENSUEL D'INFORMATION,
DE REFLEXION ET D'EXPRESSION
de la Section syndicale Sud Santé Sociaux
à destination des agent(e)s du Samusocial de Paris

Membre de l'Union
syndicale
Solidaires

N° 17

**Octobre
2019**

POUR DES TERRITORIALES SOLIDAIRES

Non loin des locaux du Samusocial de Paris, à Vitry-sur-Seine, a lieu, depuis plusieurs mois, une lutte silencieuse, de travailleurs sans-papier pour leur régularisation. Ils travaillent à *Chronopost* et ont depuis longtemps dépassé les délais qui leur donnent droit à une carte de séjour, dans le cadre de la fameuse circulaire « Valls ». Mais la « sous-traitance en cascade » qui est pratiquée par la boîte, rend quasiment impossible toute régularisation. Elle maintient ainsi la main mise sur des employés sans-papier corvéables à merci. Ces travailleurs font le travail que faisaient les fonctionnaires auparavant, quand *La Poste* était un service public (*Chronopost* dépendant de *La Poste*). Sauf qu'ils le font pour un coût moindre. *La préfecture par ailleurs entrave les enquêtes de l'inspection du travail sur ces cas d'abus de la sous-traitance.* * La seule preuve qu'il reste à ces travailleurs ce sont les témoignages d'autres collègues sans-papier, et des photos, qu'ils prennent sur leur lieu de travail. Car sinon, l'employeur nie qu'ils y travaillent, ainsi que nombre de collègues régularisés, car ne sont plus ou pas concernés par cette lutte... Tout d'abord, les travailleurs sans-papier ont fait grève et ont occupé les lieux. Mais les forces de l'ordre les ont expulsés. Ils se sont donc installés aux alentours, en tentes, et y vivent désormais. La lutte s'organise peu à peu. Sud PTT et Solidaires ont beaucoup conseillé au début. Mais le collectif des sans-papier est autogéré. Puis, sur le long terme, Sud PTT et Solidaires ont commencé à accompagner de manière plus poussée la lutte, notamment dans le cadre des enquêtes et procédures. Le but est l'expansion de la lutte et leur visibilité. Personne n'est au courant de ce qui se passe. Tout le monde utilise *Chronopost*. La question est de savoir si, à l'instar d'*Amazon*, il faut boycotter *Chronopost*, en tant qu'utilisateur, on ne faisant plus appel à ses services. Autres objectifs : faire connaître la lutte aux habitants de la zone. Quelques exemples de solidarité se sont déjà développés de la part des habitants, qui apportent nourriture, matelas, couvertures, mettant à disposition leurs douches pour qu'ils puissent se laver, etc. Il faudrait aussi que leur voix soient entendues par les élus, les associations, les journaux. La lutte s'organise peu à peu. Il est important de relayer ce genre d'information.

Nous devons développer la solidarité de territoire, à l'heure de l'éparpillement des sites, de la juxtaposition de statuts et de conventions à tout va, de régimes salariaux cumulés; dans une même entreprise certains sont de la convention CC66, d'autres de la 51, d'autres sont fonctionnaires détachés, des MAD, d'autres sont intérimaires, vacataires... Le lien se défait, la cohésion des équipes n'existe plus. Il nous reste donc la solidarité de territoire, entre les personnes concernées sur un même site, même si chaque travailleur a un patron ou une patronne différent/e. Il faut reconstituer l'unité de travail et l'unité de vie sur le lieu de travail. C'est salutaire. Sans cela, chaque travailleur/euse reste un loup solitaire à la recherche d'une meute pour s'en pendre à ceux qui restent des cibles, telles les femmes ou les sans-papier salarié(e)s, les travailleurs handicapé(e)s, les militant(e)s...

La ville d'Ivry regorge d'entreprises, d'associations et d'établissements (Hôpital Charles Foix où le Samusocial gère des CHU, LAM et LHSS; CHU Emmaüs Rue Jean Jaurès; des hôtels sociaux SAS...). Encore faut-il casser l'isolement, notamment dans des zones industrielles, les alentours des gares comme celle du RER C à Ivry, les zones de hangars désaffectés. Les locaux du Samusocial de Paris d'Ivry, restent relativement coupés du monde. La réalité du travail quotidien des agent(e)s n'est pas visible. Par conséquent, la maltraitance qui peut s'y opérer, sur le territoire Ivryen, se fait à l'insu des élu(e)s et des député(e)s. Quel rôle peuvent-ils/elles jouer? Quelle est leur part de responsabilité, ne serait-ce que morale? Les entreprises sont-elles des zones de non-droit, tels des ghettos et des camps de travail où la démocratie s'arrête? Nous devons donc nous ré-approprier aussi le territoire et créer des solidarités locales. Parler de nous, nous faire connaître, dénoncer, témoigner des vexations et humiliations, et les élections municipales approchant, cela peut être une aubaine.

Sources : *Sous-traitance en cascade et recours à des travailleurs «sans-papiers» à Chronopost : le scandale social doit cesser (20/07/19 - site Sud Culture Solidaires); Travailleurs sans-papier de Chronopost : la préfecture interdit une rencontre avec l'inspection du travail !(18/07/19 - site Sud PTT)*

LE FÉMINISME COMME MODÈLE DE LUTTE HORS LES MURS

Parmi nos élus Sud Santé Sociaux du Samusocial de Paris, certain(e)s ont eu l'opportunité, dans le cadre de leurs mandats fédéraux et/ou départementaux, d'assister à l'AG de l'Alter Summit (Sommet Alternatif), le 4 et 5 octobre 2019, qui s'est tenu dans les locaux de l'Union Syndicale Solidaires, à Paris. Il s'agit d'un réseau regroupant des mouvements et des citoyens qui se battent pour une Europe démocratique, sociale, écologique et féministe. Ce réseau est né à Porto Alegre, au Brésil, en 2013. Plusieurs représentants de plusieurs pays de différentes réalités de luttes (associations, syndicats, mouvements...) étaient présents : France, Italie, République Tchèque, Norvège, Grèce, Roumanie, Belgique, Espagne... Parmi eux il y eu Attac, Sud Santé Sociaux-Solidaires, Confédération Intersyndicale Galicienne (CIG), Syndicat Basque (ELA-Euskal Sindikatua), mouvement féministes galiciens Galega 8M, Mouvement pour la Paix, le PHM (People's Health Movement) et bien d'autres. Les thèmes principaux traités ont été le climat, le féminisme et les retraites, ainsi que la santé, l'immigration (MIE), les nouvelles technologies (digitalisation) ou le nucléaire et la paix dans le monde. La question s'est posée de comment lier ces différents combats, tout en respectant les différences de chacun, en s'adaptant aux diverses réalités et histoires de chaque identité, pays, approches politiques et philosophiques. Nous avons souhaité nous arrêter sur les luttes féministes qui ont été présentées dans cet Alter Summit. Elles nous paraissent particulièrement intéressantes, en reprenant celle notamment des féministes galiciennes 8M. Elles insèrent leur lutte féministe dans une optique qui va au-delà

du monde du travail, car la précarité est aussi sociale, culturelle, familiale... Il ne suffit pas de faire grève au travail, mais aussi penser à cesser d'autres types d'activité. Les femmes sont des productrices, certes, en tant qu'employées le plus souvent, mais aussi des « reproductrices », des « consommatrices ». L'on peut donc faire « grève » sur d'autres plans. Cette optique rejoint le combat, au sein de l'OIT (l'Organisation Internationale du Travail), pour faire reconnaître, non seulement les violences sexistes et sexuelles contre les femmes au travail, mais aussi sur le trajet, à domicile, dans la cité. Dans certains pays, bien que dits « démocratiques », les femmes n'en sont pas moins refoulées de la vie politique, marginalisées dans des métiers pourtant essentiels à la vie (gériatrie, périnatalité, ménage) mais invisibles au public. Sans compter le travail que représente souvent le foyer, d'autant plus subi dans les cas de mariages forcés ou de prostitution camouflée. La charge mentale que représente le cumul de la vie au foyer et le travail, pour les femmes qui travaillent, est encore très mal reconnue et n'est pas suffisamment étudiée pour qu'elle soit prise en charge correctement.

Nous nous alignons complètement à cette optique. La lutte pour de meilleures conditions de travail, implique le lien avec les luttes sociales, pour une meilleure vie dans les quartiers, à la maison, contre les déserts médicaux, la fermeture des maternités, la privatisation du soin, la destruction des services publics... Nous devons sortir des murs de nos entreprises et faire entendre notre voix de travailleur/euse citoyen/ne. A défaut, nous poursuivons sur le chemin de la barbarie comme l'actualité ne cesse de nous le démontrer.

